



ASSOCIATION DES AUTORITÉS ÉLECTORALES AFRICAINES (AAEA) BIENVENUE !

La lettre d'information électronique de l'AAEA vous propose des mises à jour, des actualités, des points de vue et des analyses sur les élections et leur gestion dans les pays d'Afrique. Dans cette dernière édition, nous vous présentons un aperçu de l'actualité électorale des 1er et 2e trimestres 2026.



Mission à Rome en mai

5e journée de la mission d'apprentissage par les pairs de l'AAEA, organisée à l'université Luiss Guido Carli.

SOMMAIRE

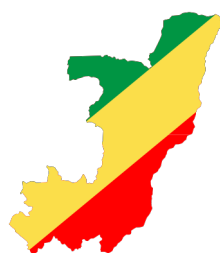
- Les élections générales en Ouganda
- Les élections générales au Congo
- Les élections générales à Djibouti
- La mission d'apprentissage par les pairs de l'AAEA à Djibouti
- La mission d'apprentissage par les pairs de l'AAEA pour les élections au Bénin
- Dialogue sur l'observation électorale citoyenne en Afrique, Nairobi
- Les élections législatives en Éthiopie
- Série de webinaires dans le cadre de l'atelier sur la souveraineté numérique, l'intelligence artificielle et l'avenir de la gestion électorale
- Réunion du comité exécutif
- Bref aperçu des élections du 3e trimestre
- De la part du Secrétariat



LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN OUGANDA

Le 15 janvier 2026, des élections générales ont eu lieu en Ouganda afin d'élire le président et les députés de ce pays. Yoweri Museveni a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle, avec 71,65 % des voix. Malgré des incidents violents et potentiellement perturbateurs, les élections ont été organisées avec succès.

Candidat de l'opposition : Bobi Wine 24,72 %



LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le 15 mars 2026, des élections présidentielles ont eu lieu en République du Congo, et le président Denis Sassou Nguesso, du Parti congolais du travail, a été déclaré président du pays. Nguesso a remporté 95 % des voix.

Mavoungou Zinga Mabio, à la tête de l'Alliance pour l'alternance démocratique, était le principal adversaire politique de Nguesso. Zinga a recueilli 1,5 % des voix

Parmi les autres adversaires figuraient :

Joseph Kignoumbi Kia Mboungou qui a obtenu 0.96%

Destin Gabet qui a obtenu 0.87%

Vivien Romain Manangou avec 0.60%

Nganguia Engambé Anguios qui a obtenu 0.55% des votes

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES À DJIBOUTI : APERÇU



Le 10 avril 2026, la République de Djibouti a organisé sa troisième élection présidentielle. Les Djiboutiens se sont rendus aux urnes pour élire le président Ismaïl Omar Guelleh. Sur environ 243 000 à 256 000 électeurs inscrits – les sources divergent entre les chiffres officiels de la commission électorale et ceux des observateurs –, 15 393 bulletins valides ont été dépouillés, ce qui représente un taux de participation compris entre 80,3 % et 88,6 % selon la source (chiffres préliminaires du ministère vs chiffres de l'IFES et du Conseil constitutionnel).

- **Pourcentage du vainqueur** — **Résultats finaux officiels** : 97,01 % (résultats préliminaires annoncés : 97,8 %)

Pourcentage de l'opposition : résultat final certifié, 2,99 % (résultat préliminaire d'environ 2,2 %)

Aucun chiffre officiel global concernant les bulletins rejetés ou nuls n'a été mis en avant dans les principaux rapports internationaux examinés

Dans l'ensemble, les élections se sont déroulées dans le calme et dans le respect des principes d'équité, le processus électoral ayant été géré efficacement par le ministère de l'Intérieur, sous la supervision de la CENI ad hoc et avec la certification du Conseil constitutionnel.

La liste officielle des candidats à la présidence admis était la suivante :

- **Nombre de candidats** : 2
- **Vainqueur** : Ismaïl Omar Guelleh
- **Principal candidat de l'opposition** : Mohamed Farah Samatar



Promouvoir des élections libres, équitables, transparentes et gérées de manière professionnelle dans toute l'Afrique



JANVIER à JUIN 2026

Jour du scrutin, bureau de vote, Djibouti



PROMOUVOIR LA SOLIDARITÉ AFRICAINE : LA MISSION D'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS DE L'AAEA À DJIBOUTI

Du 6 au 13 avril 2026, l'AAEA a organisé une mission d'apprentissage par les pairs à Djibouti, en prévision des élections présidentielles de ce pays, qui se sont tenues le 10 avril 2026. La mission a bénéficié du soutien du Centre européen d'appui électoral dans le cadre du projet « Pro-Electoral Integrity », financé par le ministère italien des Affaires étrangères et mis en œuvre en collaboration avec la Commission de l'Union africaine. La mission a en outre permis aux membres de rencontrer et d'échanger avec divers acteurs clés, notamment le ministère de l'Intérieur, la Commission nationale des communications, des partenaires internationaux et la société civile

et d'autres parties prenantes pendant la période électorale et de leur fournir des conseils si nécessaire.

Parmi les principales activités menées par la mission figuraient les échanges avec ces parties prenantes, la participation au compte rendu de la mission d'observation de l'UA et le renforcement des capacités des dirigeants des organes électoraux ainsi que des professionnels du secteur électoral grâce au programme de formation ECES LEAD-AI sur les compétences en leadership et l'intelligence artificielle destiné aux acteurs du secteur électoral.

Le jour du scrutin, les membres de la mission se sont rendus dans différents bureaux de vote de la ville de Djibouti. Les bureaux de vote étaient globalement bien organisés et disposaient de matériel électoral en quantité suffisante. Des urnes et des isolements étaient présents dans la grande majorité des lieux visités. Le secret du vote a été respecté, grâce à l'utilisation appropriée d'encre indélébile comme mesure de protection contre le vote multiple. Les forces de défense et de sécurité étaient présentes dans les bureaux de vote de manière professionnelle et discrète, veillant au maintien de l'ordre et s'abstenant de toute ingérence dans le processus électoral. La couverture médiatique de la journée électorale a été d'un professionnalisme louable.

Dans l'ensemble, les élections se sont déroulées de manière transparente, ordonnée et raisonnablement pacifique. La mission a noté que la petite taille géographique de Djibouti, la relative familiarité entre les institutions et les communautés, ainsi que le recours à la médiation pour résoudre les litiges, ont contribué positivement à sa bonne gouvernance et à un environnement électoral politiquement stable.

La réussite de Djibouti mérite d'être prise pour modèle par d'autres pays africains. L'AAEA félicite le président et son équipe pour la bonne conduite de ces élections.

CI-DESSOUS, D'AUTRES PHOTOS DES ACTIVITÉS DE L'AAEA À



JOUR DU SCRUTIN AU BUREAU DE VOTE, DJIBOUTI, AVRIL 2026



JANVIER à JUIN 2026





JANVIER à JUIN 2026

ÉLECTIONS GÉNÉRALES AU BÉNIN : APERÇU

Le 12 avril 2026, Ronauld Wadagni, ancien ministre de l'Économie et des Finances, a été élu président du Bénin. Selon les résultats communiqués par la Commission électorale nationale autonome du Bénin, M. Wadagni aurait remporté 94 % des suffrages exprimés. Son adversaire, Mariam Chabi Talata Zimé Yerima, première femme élue à la vice-présidence du pays, conservera son poste.



UNE DÉMONSTRATION D'UNITÉ AFRICAINE : LA MISSION D'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS DE L'AAEA LORS DES ÉLECTIONS AU BÉNIN

Une mission de solidarité de l'AAEA s'est déroulée au Bénin du 7 au 13 avril 2026, en amont de l'élection présidentielle organisée le 12 avril 2026. La mission était composée de présidents et de commissaires de commissions électorales ainsi que d'experts issus d'organismes électoraux membres de l'AAEA, représentant le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, l'Angola, la Somalie, le Lesotho et le Sénégal, ainsi que du secrétariat de l'AAEA. Elle a bénéficié du soutien du Centre européen pour l'appui électoral dans le cadre du projet « Pro-Electoral Integrity », financé par le ministère italien des Affaires étrangères et mis en œuvre en collaboration avec la Commission de l'Union africaine.

L'objectif de la mission était d'échanger, d'apprendre et de manifester sa solidarité avec son homologue de l'AAEA, le Dr Sacca Lafia, président de la Commission électorale nationale autonome (CENA) du Bénin, pendant la période électorale, et de lui apporter ainsi tous les conseils nécessaires. Parmi les activités menées par la mission figuraient une série d'échanges constructifs avec des acteurs clés du processus électoral, notamment le directeur général des élections de la CENA, la Cour constitutionnelle du Bénin et la réunion conjointe de la CEDEAO et de l'Union africaine réunissant tous les groupes d'observateurs internationaux, ainsi qu'avec des professionnels du secteur électoral dans le cadre du programme de formation ECES LEAD-AI sur les compétences en leadership et l'intelligence artificielle destiné aux acteurs du processus électoral.

Le jour du scrutin, l'AAEA s'est rendue au PCRESC-EPP Scolaire du bureau de vote de Cadjehoun, à la Circonscription



Photos des activités de l'AAEA au

scolaire de Cotonou à Gbgamey, à Littoral Abokicodji Lagune et au CEG Zogbo, tous situés dans la ville béninoise de Cotonou. Les élections se sont déroulées dans un climat globalement transparent et raisonnablement serein. La décision délibérée du Bénin de mettre en place des bureaux de vote accueillant environ 600 électeurs pour une durée de vote de 9 heures s'est avérée efficace pour éviter les encombrements. La présence visible de policiers en uniforme dans tous les bureaux de vote a largement contribué à créer un environnement sûr et ordonné. Le scrutin a été marqué par une participation massive des femmes et des jeunes, tant en tant qu'électeurs qu'en tant qu'agents électoraux.

MISSION D'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS DE HAUT NIVEAU, ROME

Du 4 au 8 mai 2026, l'Association des autorités électorales africaines (AAEA) a organisé une mission d'apprentissage par les pairs de haut niveau, en coopération avec la Commission de l'Union africaine et le Centre européen d'appui électoral. Le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a soutenu cet événement dans le cadre du projet « Pro-Electoral Integrity ».

La mission a réuni des organes de gestion électorale (OGE) issus des pays participant à [l'initiative italienne « Piano Mattei »](#), ainsi que des représentants des réseaux électoraux africains continentaux et régionaux, pour une semaine intensive d'échanges entre pairs et de dialogue comparatif sur les défis électoraux contemporains et la gouvernance démocratique. Le programme s'est concentré sur des thèmes clés qui façonnent l'avenir de l'intégrité électorale et de la résilience démocratique, notamment la gouvernance électorale et les cadres institutionnels, l'intelligence artificielle dans les processus électoraux, l'intégrité des médias et la désinformation, la cybersécurité, ainsi que les menaces émergentes pesant sur la confiance du public dans les institutions démocratiques.

Tout au long de la semaine, les participants ont échangé avec des experts italiens de premier plan et des professionnels du secteur électoral sur le système électoral italien, notamment des représentants du ministère de l'Intérieur et de l'Agence nationale italienne de cybersécurité, qui ont présenté le cadre de gestion électorale italien ainsi que les défis actuels liés à la transformation numérique, à la cybersécurité, à l'intelligence artificielle et à la légitimité démocratique à l'ère numérique.

Des experts africains ont également pris part à ces discussions interactives. Ils ont apporté des perspectives comparatives issues de l'Afrique, susceptibles de contribuer à renforcer la confiance du public et à garantir la bonne tenue des processus électoraux. Cette mission a été l'occasion de renforcer la collaboration entre les différentes parties prenantes, notamment les organismes africains de gestion électorale, les institutions italiennes et les partenaires internationaux, face aux contraintes et aux opportunités croissantes qui affectent l'intégrité électorale ainsi que la gouvernance démocratique à l'ère numérique.



DIALOGUE SUR L'OBSERVATION ÉLECTORALE PAR LES CITOYENS EN AFRIQUE, NAIROBI, KENYA

L'atelier a réuni des participants issus de divers groupes d'observateurs citoyens et d'organismes de gestion électorale (OGE) de toute l'Afrique, ainsi que des représentants des partenaires organisateurs. Parmi les groupes d'observateurs représentés figuraient la Coalition des observateurs électoraux nationaux (Ghana), Yaiga Africa (Nigéria), le Groupe d'observation électorale (Kenya), le Réseau de soutien électoral du Zimbabwe (Zimbabwe), National Election Watch (Sierra Leone) et le Réseau de soutien électoral du Malawi (Malawi).

Les OE présents étaient la Commission électorale du Malawi (MEC), la Commission électorale indépendante d'Afrique du Sud (IEC), la Commission électorale indépendante du Nigeria (INEC), la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de la République démocratique du Congo et la Commission électorale et des délimitations de circonscriptions indépendante (IEBC) du Kenya. Parmi les autres participants figuraient des représentants du NDI à Washington, du bureau du NDI pour l'Afrique australe et orientale, de l'AAEA et de l'AfEONET.

JANVIER à JUIN 2026

Parmi les principaux problèmes identifiés et nécessitant un réexamen figurent : l'utilisation de badges avec photo ; les demandes d'accréditation déposées tardivement ; le traitement et la production manuels des badges d'accréditation ; le paiement des cartes d'accréditation ; et l'exigence d'un certificat de constitution. Les participants ont convenu de mettre en œuvre certaines propositions majeures, telles que la production de cartes d'accréditation génériques comportant des QR codes intégrant toutes les informations requises, en lieu et place des badges avec photo. Ils ont en outre convenu de supprimer les frais d'accréditation ; de lancer les appels à candidatures dès que possible ; de fixer des délais suffisamment courts pour permettre des remplacements ; et d'exiger uniquement une carte d'électeur ou une carte d'identité nationale pour faciliter la vérification, au lieu d'autres documents ne pouvant être vérifiés.

Pour l'avenir, les participants ont globalement convenu que, compte tenu du caractère cordial des discussions, il est impératif d'élargir le dialogue afin d'inclure davantage d'organismes électoraux, en particulier dans les pays en situation difficile où les groupes d'experts en chef d'organismes électoraux (CEOG) sont confrontés à davantage de défis. Pour impliquer efficacement les organes électoraux dans des contextes difficiles, l'AAEA peut envisager des programmes de sensibilisation ciblés, tels que des communications personnalisées à l'intention des dirigeants de ces organes, l'organisation d'ateliers et de sessions de formation adaptés aux contextes spécifiques de ces pays, ainsi que la mise en place de plateformes de dialogue bilatérales axées sur la résolution concrète des problèmes liés à l'accréditation. En outre, des tables rondes régionales et des échanges d'apprentissage entre pairs peuvent être organisés afin de permettre aux organes électoraux issus d'environnements moins difficiles de partager leurs meilleures pratiques avec leurs homologues.

La collaboration avec les organisations régionales, le recours à des acteurs locaux influents et l'identification d'organismes de gestion électorale ouverts à la réforme en tant que partenaires pilotes peuvent créer une dynamique et servir de modèle de réussite en vue d'une adoption plus large. Il est tout aussi important de s'assurer que ces propositions majeures recueillent l'adhésion d'autres organismes de gestion électorale et d'instances régionales afin qu'elles deviennent une pratique courante.

SÉRIE DE WEBINAIRES POUR L'ATELIER SUR LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE, L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET L'AVENIR DE LA GESTION ÉLECTORALE

Le 23 juin 2026, l'AAEA, en collaboration avec l'ECES, a organisé une série de webinaires sur la souveraineté numérique, l'intelligence artificielle et l'avenir de la gestion électorale. L'événement a réuni plus de 200 participants, parmi lesquels des présidents et des commissaires d'organismes de gestion électorale, des directeurs généraux des élections et des secrétaires généraux, ainsi que des directeurs des opérations électorales. Cet événement s'inscrivait dans le cadre du dialogue continu lancé lors de la mission d'apprentissage par les pairs à Rome en mai. Il a contribué aux efforts plus larges menés par l'AAEA, la Commission de l'Union africaine et l'ECES pour renforcer l'intégrité électorale, la résilience démocratique et l'innovation institutionnelle à travers l'Afrique.

De plus, ce webinaire destiné aux dirigeants visait à offrir à tous les organes de gestion électorale africains l'occasion d'approfondir des questions cruciales et d'échanger directement avec des experts africains de premier plan travaillant à la croisée des élections, de la technologie et de la gouvernance.

Parmi les résultats attendus de ce webinaire figuraient : une sensibilisation accrue des dirigeants des organes de gestion électorale africains aux défis liés à la souveraineté numérique ; la promotion de l'échange d'expériences entre les organes de gestion électorale ; et le renforcement de la coopération entre les organes de gestion électorale africains face aux nouveaux défis en matière de gouvernance.

RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le 27 mai 2026, l'AAEA a organisé une réunion virtuelle à l'intention des membres de son comité exécutif. Parmi les participants figuraient Mme Jean Mensa, présidente du comité exécutif de l'AAEA ; Mme Melatwork Hailu, présidente de la Commission électorale nationale d'Éthiopie ; M. Mohamed Frikha, vice-président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE), en Tunisie ; M. Dieudonné Tsiyoyo, chef de cabinet de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), en République démocratique du Congo ; et le professeur François Abiola, membre du Conseil électoral de la Commission électorale nationale autonome (CENA), au Bénin. Étaient également présents M. Fred Tetteh, directeur de la division de la recherche de la CE ; le Dr Yvonne Idun, responsable de programme à l'AAEA ; et Mme Rebecca Teshome, assistante personnelle à la Commission électorale nationale d'Éthiopie, en Éthiopie.

Cette réunion avait pour objectif de faire le point sur les missions d'apprentissage par les pairs, menées au Bénin et à Djibouti en avril 2026 ; de délibérer sur le prochain Forum de l'UA-EMB et l'Assemblée générale de juillet 2026 ; et d'examiner d'autres questions pertinentes.

La présidente du Comité exécutif a indiqué que des efforts étaient déployés pour assurer la continuité des travaux du secrétariat de l'AAEA. Elle a souligné que l'AAEA avait apporté certaines améliorations à son site web en y publiant des mises à jour sur les initiatives récemment organisées au cours des derniers mois. La présidente a ensuite présenté un compte rendu des missions menées au Bénin et à Djibouti en avril 2026. Ces missions et les élections se sont manifestement déroulées avec succès, grâce aux systèmes de bonne gouvernance en place dans ces pays. Mme Hailu a exprimé la gratitude de la NEBE pour les efforts déployés par l'AAEA afin d'assurer la continuité des travaux de la NEBE. M. Frikha, le professeur Abiola, M. Tsiyoyo et Mme Hailu ont réitéré l'engagement de leurs organismes électoraux à participer au Forum des organismes électoraux de l'UA et à l'Assemblée générale en Égypte, prévus en juillet 2026.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES EN ÉTHIOPIE

Le 1er juin 2026, l'Éthiopie a organisé sa 7^e élection générale, afin de déterminer la composition de la Chambre des représentants du peuple et de tous les conseils des États régionaux dans les différentes régions du pays.

Malgré les troubles politiques qui ont secoué le Tigré, l'Amhara et l'Oromia et qui ont perturbé le scrutin dans ces régions, les élections se sont globalement déroulées dans de bonnes conditions. L'Assemblée des représentants du peuple comptait 547 sièges, dont 274 étaient nécessaires pour obtenir la majorité. Plus de 50,5 millions d'électeurs ont participé au scrutin.

On comptait plus de 47 partis politiques, dont :

- **Le Parti de la prospérité (PP)**, dirigé par le Premier ministre Abiy Ahmed, qui a donné la priorité à la croissance économique et à la stabilité ;
- **Le Mouvement national de l'Amhara (NaMA)**, qui s'est concentré sur la promotion des droits régionaux et de la sécurité dans l'Amhara.
- **Citoyens éthiopiens pour la justice sociale (EZEMA)**, qui prône la bonne gouvernance et les réformes.

Malgré les difficultés financières relevées par la NEBE, le scrutin s'est déroulé dans le calme et l'ordre. Le taux de participation a été impressionnant, avec une forte implication des femmes et des jeunes. L'UA et l'IGAD ont constaté que les élections s'étaient déroulées de manière libre, transparente et équitable.



JANVIER À JUIN 2026

RÉUNION DU COMITÉ EXECUTIF

Une réunion de suivi en ligne des responsables du Comité exécutif s'est tenue le 25 juin 2026. Les objectifs de cette réunion comprenaient un compte rendu de l'atelier sur l'IA du 23 juin 2026 et la préparation du Forum UA-EMB et de l'Assemblée générale de juillet 2026, qui devaient alors avoir lieu prochainement.

APERÇU DES ÉLECTIONS DU 3^e TRIMESTRE À TRAVERS L'AFRIQUE

Zambie – Élections législatives Des élections législatives doivent se tenir en Zambie le 13 août 2026. Ces élections visent à élire un président, les membres de l'Assemblée nationale, les conseillers municipaux et les présidents de conseil.

Gambie – Élection présidentielle Des élections présidentielles sont prévues en Gambie le 5 décembre 2026 ; l'actuel président Adama Barrow se présentera face à l'ancien vice-président de la Gambie, Ousainou Darboe, du Parti démocratique uni, et à Bakary K. Badjie, du Parti indépendant, qui sont ses adversaires politiques.

Soudan du Sud – Élections législatives Suite à l'indépendance du Soudan du Sud le 9 juillet 2011, une série d'événements, tels que le déclenchement de la guerre civile soudanaise et l'insuffisance des mécanismes institutionnels, a conduit au report des élections présidentielles dans ce pays.

Ces problèmes ayant été résolus par les différentes parties prenantes, les premières élections présidentielles se tiendront dans ce pays le 22 décembre 2026.

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS DE L'AAEA

Parmi ceux-ci figurent :

- Soutien aux élections législatives en Zambie, août 2026
- Soutien aux élections présidentielles en Gambie, décembre 2026
- Soutien aux élections législatives au Soudan du Sud, décembre 2026

DE LA PART DU SECRÉTARIAT :

À propos de l'AAEA : L'Association des autorités électorales africaines (AAEA) est un réseau de pairs regroupant les responsables des organismes de gestion électorale (OGE) des pays africains. L'Association a été créée en 1996. Elle compte actuellement 45 membres. Le secrétariat de l'AAEA est hébergé par la Commission électorale du Ghana.

Vision : La vision de l'AAEA est celle d'un continent africain s'imposant comme un phare de la démocratie, où les processus électoraux nationaux préservent, garantissent et protègent le droit des citoyens à des élections libres, équitables et pacifiques. L'AAEA se veut donc une plateforme entre pairs où, grâce à l'apprentissage mutuel, à la diffusion d'informations, au partage de ressources et à l'assistance technique, les OGE africains sont soutenus, stimulés et dotés des moyens nécessaires pour organiser les élections dans leurs pays de manière professionnelle, équitable et rentable.

Déclaration de mission : L'AAEA a pour mission de favoriser l'apprentissage mutuel, la diffusion d'informations, le partage de ressources et l'assistance technique entre les organismes de gestion électorale (OGE) en Afrique ; de renforcer les capacités des OGE membres à organiser des élections libres et équitables dans leurs pays respectifs ; de veiller à ce que chacun respecte les meilleures pratiques en matière de gestion électorale ; et de faire entendre une voix influente à l'échelle mondiale sur les questions électorales.